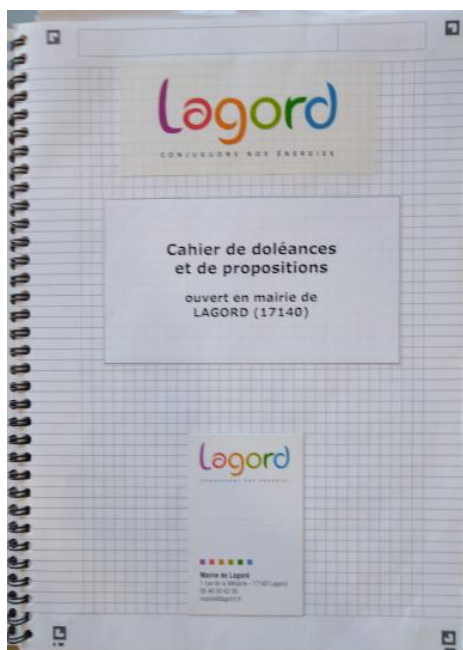


Lagord

code INSEE : 17200

7 130 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W178) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format à spirale, couverture rouge, petits carreaux, 100 pages, dont les pages écrites sont numérotées de 1 à 26 au feutre bleu.

Couverture AMF avec carte de visite de la commune collée (de même que sur la 1^{ère} page).

Titre : Cahier de doléances et de propositions
« ouvert en mairie de Lagord » le 2 janvier 2019 ;
clos le 20 février.

Bordereau d'envoi à la préfecture agrafé.

15 contributions.

Rôle de l'Etat :

- Reprise par l'Etat de la gestion des autoroutes
- Instauration de référendums sur les grandes questions de Société afin de prendre en compte réellement les souhaits de la population française
- Arrêt des aides accordées aux grandes entreprises qui font des bénéfices et après licencient
- Faire la chasse aux capitaux qui partent dans les paradis fiscaux,

- Bloquer les loyers, chasse aux logements insalubres, estimation du logement vente à entrepreneur par l'état, démolition, et reconstruction avec cota de construction de logements à loyers modérés suivant accord commune.
- Centralisation des allocations de secours social par l'état français, et suppression des aides financières directe par la région, le département et la communes. un responsable de service social dans chaque commune pourras faire une avance financière de survie directe mais limitée en accord avec la caisse centrale. Chômage après 50 ans...

- Evasions fiscales, créer et se donner les moyens de lutter et récupérer les reliquats antérieurs, (finan saisis ds avoirs en France de ces tricheurs ou expatriés) -
- Violences policières, 1 réelle justice et un ds enquets par la police elle-même -

TRIC → REFUS TOTAL

- mise en danger de la gouvernance
- fin de au populisme, à l'anarchie, au nihilisme...
- Une minorité ne doit pas s'emparer de ce pouvoir et le vers d'acier.

SURTOUT PAS SE COMPARER A LA SUISSE -

- Unification des régimes de retraite
- Reforme l'Accumulation des strates administrative : Régions, départements, communauté d'agglomération et c'
- Réduction du nombre de commissions et de tournois de tout projet dont les rapports ne servent souvent à rien
- Conditionner certains aides sociales parfois cumulées à une forme de travail d'intérêt général ou vers le monde associatif
- élargir l'assiette des branches de revenu imposables et majorer les branches les plus élevées.

- Environnement de la planète, je suis pour :
 - * un représentant AEP écologie dans chaque municipalité
 - * interdiction de tous les insecticides, pesticides, fongicides
 - * une agriculture bio et diversifiée, **NON** aux grands champs sans limite. **VIVE** la mixité des légumes et des fruits
 - * replanter des haies pour héberger les oiseaux, créer de l'ombre pour les plantes, retenir l'eau dans le sol ---
- un meilleur tri des déchets et du recyclage
- créer une taxe pour les constructeurs quand leurs produits ne se recyclent pas
- Bref créer des projets à long termes et non à court termes.
- augmentation du STIC
- une meilleure répartition du CICE, qu'il serve les salariés français que les actionnaires étrangers
- baisse de la TVA sur les produits de premières nécessités
- taxer les gros transports aérien et maritime (principe du pollueur payeur)
- Taxer plus les grosses entreprises et moins les petites
- simplifier la question administrative des petites entreprises
- Taxer plus les actionnaires

CHÔMAGE LONGUE DURÉE SANS ACCÈS A FORMATION

- Pour les personnes en chômage longue durée, accorder un accès à une des formations sollicitées, afin d'accroître les chances du chômeur à l'emploi

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Dactylographié, 50 lignes, 583 mots (femme)

DOLÉANCES :

RETRAITES :

- Annulation de l'augmentation de 1,7 % de la CSG pour les retraités avec retraites inférieures à 5 000 euros par mois.
- Chaque année, indexation des pensions-retraites chaque année au 1^{er} janvier de l'année N+1 par rapport à l'inflation de l'année N.

FONCTIONNAIRES :

- Chaque année, revalorisation du point d'indice en janvier de l'année N+1 en fonction de l'inflation de l'année N.
- Remettre des effectifs et des moyens financiers en nombre suffisant dans les ministères prioritaires (santé publique hôpitaux, police, éducation nationale, armée).

FISCALITÉ :

- Rétablissement de l'ISF.
- Taxation des entreprises numériques qui échappent à l'impôt (Google, Amazon, etc.).
- Taxation des carburants des transports aériens et maritimes à l'identique de la taxation des carburants des transports terrestres.
- Augmentation du nombre de tranches d'imposition, avec une taxation sur la plus haute tranche, supérieure à celle de la dernière tranche actuelle.
- Taxation de tous les revenus du travail y compris sur les bas salaires.
- Limitation des salaires des dirigeants des grandes entreprises (du CAC 40 et autres...), des footballeurs professionnels et des hauts fonctionnaires.

ENVIRONNEMENT :

- Rétablissement des services publics dans les campagnes ; il est inadmissible aujourd'hui de faire 50 km pour trouver un hôpital, un service de santé, une banque, etc.
- Développement des transports en commun propres et remise en état des voies ferrées sur les lignes secondaires.
- Amélioration des dessertes des villes moyennes.
- Baisse des tarifs des transports en commun.
- Développement du ferroutage pour le transport des marchandises.
- Arrêt progressif des centrales nucléaires, arrêt des constructions d'éoliennes qui détruisent nos paysages et nuisent fortement à la faune et la flore.
- Aide aux communes pour développer la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les toitures des bâtiments techniques, écoles, mairie, etc.
- Développement des aides pour les particuliers pour les énergies propres.
- Interdire totalement la vente des pesticides aux particuliers et aux agriculteurs.
- Taxation des agriculteurs qui ne feraient pas l'effort de se reconvertir.
- Multiplier les aides pour les agricultures raisonnées et bio.

- Taxation des entreprises qui polluent et n'investissent pas pour mieux gérer leurs déchets.
- Sur les communes, arrêt de l'urbanisation excessive des constructions, le bétonnage entraîne les grandes catastrophes actuelles.

Rôle de l'État :

- Reprise par l'État de la gestion des autoroutes.
- Instauration de référendums sur les grandes questions de société afin de prendre en compte réellement les souhaits de la population française.
- Arrêt des aides accordées aux grandes entreprises qui font des bénéfices et après licencient.
- Faire la chasse aux capitaux qui partent dans les paradis fiscaux.
- Limitation stricte de l'immigration, immigration ciblée aux seuls besoins des secteurs du travail non pourvus en emplois, avec des conditions d'accueil (connaissance de la langue française, pas d'aides pendant 6 mois, avec obligation de trouver un travail dans les 6 mois) : ces conditions vont être instaurées en Allemagne.
- Arrêt de la fuite du savoir-faire français vers l'étranger (Chine, Inde, etc.), par un encouragement par l'État de la reprise de la fabrication de produits manufacturés par les entreprises françaises pour lesquels un savoir-faire français existe.
- Revoir le fonctionnement de l'Europe qui n'a pas à nous imposer de quotas dans notre pays ou certaines décisions qui sont contraires à notre art de vivre au quotidien, notre identité nationale est en jeu ; par contre, l'Europe doit être un plus et non un moins, elle doit être présente pour les grandes questions de sécurité. La consultation du peuple par un référendum doit être mise en place, pour les décisions prises au-niveau de l'Europe et qui touchent nos institutions ou notre quotidien propre.

[Paraphe au bas de chacune des deux pages]

[Manuscrit] [P. NOM, Adresse]

Déposé ce jour à la mairie de LAGORD

Lagord, le 02/01/2019

[Signature]

2. Manuscrit, 15 lignes, 106 mots

Nos souhaits :

- . Réduction du train de vie de l'État.
- . Réduction du nombre de parlementaires.
- . Paiement de l'impôt sur le revenu pour tous les contribuables en fonction des revenus, minorés pour les plus modestes.
- . Paiement de la taxe d'habitation par tous de façon à ce que les mairies puissent équilibrer leurs budgets.
- . Indexation des retraites sur le coût de la vie et suppression de l'augmentation de la CSG.
- . Organiser la formation en fonction des besoins des entreprises sachant que 40 000 emplois ne sont pas pourvus à ce jour.
- . Contrôle approfondi du travail non déclaré.

Le 8 janvier 2019

[Signature]

3. Dactylographié (deux pages collées), 63 lignes, 720 mots (homme)

Propositions d'évolutions en France

Beaucoup de problèmes sont liés :

- Coût des salaires ;
- Postes non pourvus.
- Le chômage.
- La délinquance.
- Pauvreté.
- Pouvoir d'achat.
- Manger sainement à sa faim.
- Pouvoir avoir un abri correct pour une vie simple et saine.
- Avoir les moyens de payer l'eau, l'électricité, le gaz.
- Avoir les moyens de se déplacer pour travailler.

Des voies :

- Suppression des charges patronales et salariales sur salaires (celles-ci pénalisent les personnes qui embauchent) ; les charges seraient remplacées par une taxe d'État sur le chiffre d'affaires pour plus de cohésion et plus de solidarité des employeurs entre eux et les employés.

Salaire minimum pour 35 heures pourrait être porté à 1400 euros/mois.

Une détaxation de 1400 euros par associé travaillant pourrait être déduite de la taxe sur chiffre d'affaires.

- TVA :

- Augmentation des TVA sur le luxe, pornographie, les produits nuisant à la santé (tabac, alcool, produits cancérigènes...).

- Diminution voire suppression de la TVA pour les aliments de base non transformés, cultivés ou élevés et abattus à moins de 60 km du lieu de vente. Dont les prix seront inférieurs à :

Légumes et fruits frais : 3 euros/kg.

Viandes, frais : 10 euros/kg.

Poissons : 15 euros/kg.

Œufs : 2 euros/douzaine.

Réduction aussi pour les produits transformés de base :

Produits laitiers : 1 euro/litre.

Pains baguette : 1 euro.

Produits déshydratés par nécessité (algues ,spiruline, sel ,épices, insectes...) : 30 euros/kg.

- Bloquer les loyers, chasse aux logements insalubres, estimation du logement vente à entrepreneur par l'État, démolition et reconstruction avec quota de constructions de logements à loyers modérés suivant accord commune.
- Centralisation des allocations de secours social par l'État français, et suppression des aides financières directes par la région, le département et la commune ; un responsable de service social dans chaque commune pourra faire une avance financière de survie directe mais limitée en accord avec la caisse centrale.

- Chômage après 50 ans : après longue période de chômage, si plus d'indemnisation, possibilité de toucher une retraite et de cumuler avec un travail. La retraite s'ajustera de telle façon que retraite + salaire ne pourra pas dépasser le salaire minimum. Tout travail donnera droit à des points supplémentaires pour augmenter sa retraite. Minimum retraite à 65 ans.

Structure politique est à faire évoluer :

- quartier,
- regroupement de communes et communauté de communes,
- région,
- France.

La révision de la constitution de la 5^{ème} République s'impose vis-à-vis de l'Europe et des Français. Plus de réactivité, plus de représentativité, des lois à la portée de chaque Français et pas la chasse gardée du monde des hommes de droit ou des délinquants.

Une Assemblée nationale avec la fusion du Sénat et représentation de la population française. Cette dernière catégorie avec une représentativité proportionnellement à toutes les classes (cadres, artisans, commerçants... pêcheurs, ouvriers..., étudiants, chômeurs, personnes au foyer..., SDF, prisonniers). Revoir les cycles de renouvellement des parlementaires.

Réduction des législateurs de 910 à 750 (250 députés, 250 sénateurs, 250 représentants de la population française). Un représentant pour une classe de 50 000 Français et un parlementaire pour 100 000 à 300 000 Français pour les classes les plus nombreuses.

Dans le but d'épurer les codes, des techniciens du droit ressortiront les articles des codes en France et du Parlement européen, liés aux discussions de nouvelles lois pour les transmettre aux commissions, afin d'en réduire le nombre et réactualiser la loi.

Pénalisation des auteurs d'amendements à répétition.

Redonner le pouvoir constitutionnel à 75 % de la nouvelle Assemblée nationale.

Décision au gouvernement et président de la République.

- Europe, confédération.
- La transition énergétique s'impose.

La rareté des énergies fossiles entraînera une augmentation des coûts, une déstabilisation du pouvoir d'achat et l'étouffement et l'augmentation exponentielle des personnes les plus pauvres en France .

La France aura-t-elle le temps et les moyens de faire évoluer les réductions de consommations, structurer l'autonomie en énergies et la conception, la fabrication, la pose, et la mise en route de nouvelles installations pour 67 millions de Français ?

Il est urgent de passer à la vitesse supérieure pour l'isolation, la gratuité des transports en commun, recherche et mise en place d'utilisation d'énergies nouvelles et renouvelables.

Aider les populations les plus pauvres à réduire leur dépenses énergétiques.

Propositions [Prénom NOM]

[Adresse]

[Signature]

4. Manuscrit, 20 lignes, 173 mots (homme)

M [NOM PRÉNOM, Adresse]

Dans le cadre des souhaits et propositions :

FISCALITÉ → TAXE D'HABITATION 80 %, pour les 20 % restants → il serait nécessaire de faire la définition d'une personne RICHE.

Est-on "riche" avec une retraite de deux fonctionnaires de l'é[ducation] nationale à 5 200 € ?

MA DEMANDE :

→ FIXER LE PLAFOND à 10 000 € mensuels.

→ PAIEMENT DE LA TAXE D'HABITATION au-dessus de 10 000 €.

POUVOIR D'ACHAT

Après encouragement pour les installations de chaudières au fioul (crédit d'impôt) et le gel de l'augmentation gouvernementale du diesel à la pompe,

MA DEMANDE

→ FAIRE LA MÊME CHOSE POUR LE FIOUL À USAGE DOMESTIQUE (chauffage des particuliers).

→ GEL DES PRIX : pas d'augmentation gouvernementale.

RIC

→ REFUS TOTAL

→ Mise en danger de la gouvernance.

→ Prime au populisme, à l'anarchie, au nihilisme...

→ Une minorité ne doit pas s'emparer de ce pouvoir et levier d'action.

SURTOUT PAS SE COMPARER À LA SUISSE.

LES INTOUCHABLES

Hors débat

→ LES ACQUIS SOCIÉTAUX (peine de mort, mariage pour tous, etc.)

Le 11/01/2019

[Signature]

5. Manuscrit, 45 lignes, 365 mots

Monsieur le Président, arrêtez de mépriser les retraités, "ces inactifs" qui pourtant contribuent à la richesse de la nation et soutiennent beaucoup d'associations par bénévolat. Pour cela je vous demande d'indexer toutes les retraites sur le coût de la vie et ramener la CSG à un niveau de 2017, à l'exception des retraites "chapeaux" qu'il convient à mon sens de surtaxer en compensation à défaut de pouvoir les supprimer.

Cela aura bien sûr un coût mais il y a beaucoup d'économies à faire sur le train de vie de l'État : nous ne sommes plus au temps des rois et des seigneurs. Voici quelques idées : 1] Réduire les rémunérations des hauts fonctionnaires et notamment supprimer des primes et avantages en nature. 2] Ne pas leur maintenir une rémunération s'ils n'ont plus de réelles activités dans la fonction publique ou leur donner des missions dans le contrôle du fonctionnement de l'État et dans la recherche de la fraude et évasion fiscale. 3] Réduire le nombre de députés et maîtriser leurs dépenses. 4] Réformer le Sénat. 5] Donner l'exemple à l'Élysée : garder la belle vaisselle...

Justice fiscale : tout le poids est supporté par les classes moyennes et moyennes + (cadres). Cette tranche de la population se paupérise ou commence à quitter le pays. Des solutions existent en supprimant certaines niches fiscales trop nombreuses et souvent "exotiques" permettant aux plus riches d'être non imposables grâce à l'aide de fiscalistes zélés.

Pourquoi avoir maintenu uniquement l'ISF sur les biens immobiliers ? Que faites-vous des œuvres d'art (exonérées par M. Fabius bien sûr...), des yachts et autres bateaux de luxe, des voitures de collection, des avions, mobiliers de valeur. Vous avez exonéré les avoirs détenus dans les entreprises y compris celles acquises uniquement à titre spéculatif, pourquoi ? Il faut revoir l'étendue de cette taxation pour toucher les plus riches sans pénaliser l'investissement en entreprise.

Enfin, dédoubler certaines tranches d'imposition notamment à partir de celle à 14 %, la suivante passe à 30 % pour une tranche très large de revenus : 27 519 € – 73 779 €, et supprimer la taxe d'habitation pour tous.

Voici mes principales doléances pour rendre la population plus heureuse je l'espère.

[P. NOM] [Signature]

6. Manuscrit, 20 lignes, 125 mots (homme)

Pour satisfaire à la nécessaire réduction de la dépense publique qui évitera à nos énarques de tout poil de nous inventer de nouvelles taxes :

- Réduction à 300 le nombre de députés et suppression du Sénat.
- Suppression des aides aux anciens responsables politiques : présidents, Premiers ministres, etc. etc.
- Unification des régimes de retraite.
- Réformer l'accumulation des strates administratives : régions, départements, communautés d'agglomérations, etc. etc.
- Réduction du nombre de commissions et autorités de tout poil dont les rapports ne servent souvent à rien.
- Conditionner certaines aides sociales parfois cumulées à une forme de travail d'intérêt général ou vers le monde associatif.
- Élargir l'assiette des tranches de revenus imposables et majorer les tranches les plus élevées.

[Prénom NOM]

Le 12/1/2019

7. Manuscrit, 33 lignes, 229 mots (femme)

CHÔMAGE LONGUE DURÉE SANS ACCÈS À LA FORMATION

- Pour les personnes en chômage longue durée, accorder un accès à une des formations sollicitées, afin d'accroître les chances du chômeur à l'emploi.
- Ne plus conditionner l'accès à la formation et l'exécution d'un PMSMP et celle de l'accès au PMSMP à celle de la formation car nous rentrons dans un cercle infernal du "chien qui se mord la queue", sans aucune possibilité d'en sortir (ce qui est mon cas)...
- Au sein des structures communales favoriser l'accès aux PMSMP car une fois que les structures privées vous en refusent l'accès, que les structures publiques aussi vous le refusent, le chômeur

peut tomber dans une dépression provoquée par le désespoir d'une quelconque perspective à s'en sortir (surtout s'il subit déjà des ségrégations)...

- Veiller à ce que le matériel de recherche d'emploi dans les structures Pôle emploi soit plus opérationnel dorénavant. Pour exemple :
 - * Au Pôle emploi de Bel Air dernièrement, il n'y avait que 2 postes d'ordinateur fonctionnels, et après 5 mn de recherche, on m'a demandé de céder la place alors que je faisais une lettre de motivation pour postuler...
 - * Au Pôle emploi de Lagord, depuis plusieurs semaines, pas de possibilité d'accès Internet (ma référente m'ayant envoyé des propositions d'offres d'emploi et que j'avais des problèmes de connexion chez moi : que faire ???).

[Prénom NOM]

[Tél.]

12/01/2019

8. Manuscrit, 23 lignes, 180 mots (homme)

Doléances de Monsieur [Prénom Nom, Téléphone]

Je souhaite que soient abordés les sujets ci-dessous :

- 1) Destitution ou démission du président MACRON et de son gouvernement.
Question à poser par référendum à toute la France.
- 2) Dissolution de l'Assemblée nationale.
Remise en place des élections à la proportionnelle intégrale pour une nouvelle Assemblée.
- 3) FREXIT pour sortir de cette domination par les banquiers mondialistes, les milliardaires et les multinationales qui depuis l'UE nous dictent leurs lois.
Et rétablissement de nos frontières.
- 4) Abrogation de la loi "Rothschild" de 1973 de M. POMPIDOU qui a "inventé" la dette.
Retour au franc et à la Banque de France.
Annulation de la dette.
- 5) Mise en place du RIC complet dans la constitution.
RIC - CARL
 - Constituant
 - Abrogatoire
 - Révocatoire
 - Législatif.
- 6) Arrêt de l'immigration.
L'islam en France : oui, non, comment.
- 7) CICE – Évasion fiscale – ISF.
- 8) Hausse significative du SMIC (2000,00 € par exemple) et mise en place d'un revenu mensuel maximum (20 000 € par exemple),
avec baisse très significative des charges sur les petites et moyennes entreprises.

[Prénom Nom]

14 janvier 2019

[Signature]

9. Dactylographié (agrafé), 16 lignes, 209 mots (homme)

M. [Prénom NOM] Habitant de LAGORD 17140 [Adresse]

STATUT DES AGENTS DE LA DEMANDE :

J'ai été à l'origine en 1975 du premier rond-point routier réalisé en France dans le domaine privé du Lys-Chantilly, à Lamorlaye dans l'Oise.

Le coût des travaux, réalisés par la Direction Départementale de l'Équipement (DDE) a été pris en charge par l'Association syndicale du Lys-Chantilly, un organisme privé. À cette occasion, j'ai donc appris que la DDE bénéficiait d'une « casquette » privée, avec un statut spécial pour ses employés, les bénéfices de cette activité étant répartis au personnel en fin d'année, en fonction de leur niveau hiérarchique.

Ceci expliquerait le très grand nombre de ronds-points réalisés en France, et aussi le fait que ces employés ne soient jamais en grève.

Ma doléance : que ce statut soit revu s'il existe toujours.

IMMIGRATION AFRICAINE :

J'avais écrit à M. Chirac en 1995 pour suggérer que la meilleure façon de résoudre le problème de l'immigration africaine serait d'associer chaque pays européen avec un /ou des pays africains : ainsi, nous bénéficierions de leur main-d'œuvre bon marché ; et eux en retireraient une possibilité de formation de leur population, amenant automatiquement leur développement économique et réduisant la pression migratoire.

Question : cette possibilité est toujours d'actualité. Restera-t-elle un vœu pieux ?

10. Dactylographié (agrafé), 33 lignes, 353 mots (femme)

Madame [Prénom Nom]

Lundi 14 janvier 2019

Commune de LAGORD 17140

Doléances à l'égard du gouvernement

- ✓ **REVENUS**
- ✓ constitués par une retraite de la fonction publique hospitalière, en baisse car pas revalorisée depuis 2010 et par conséquent baisse du pouvoir d'achat car je prends de plein fouet, en plus, toutes les augmentations, les prélèvements d'impôts majorés, malgré des ressources en baisse et toutes les taxes voulues par le gouvernement.
- ✓ **Fiscalité :**
- ✓ Inégale face aux Français : presque la moitié ne paient pas d'impôts, c'est la classe moyenne qui en supporte l'essentiel et les plus aisés en paient moins ou peu, bénéficiant de nombreuses niches fiscales.
- ✓ Réorganiser la répartition de l'impôt en fonction des revenus réels de chacun.
- ✓ Réorganiser les tranches d'imposition car trop de différences de ressources entre « le plancher et le plafond » des classes moyennes et nouvelle inégalité, car toutes ne sont pas supérieures.
- ✓ Supprimer la protection de l'Europe au niveau des possibilités de défiscalisation des grandes entreprises : ex. le patron de Renault France s'est fait défiscaliser aux Pays-Bas et ce sont des

millions de revenus qui échappent à Bercy, qu'il récupère sur les petites ressources des Français en abaissant leur niveau de vie.

- ✓ Prélever l'impôt à la source des grandes fortunes, ça ne leur laissera pas le temps de défiscaliser les bénéfices ou de les placer dans les paradis fiscaux !
- ✓ OÙ en est la lutte contre les placements dans les paradis fiscaux ? Gouvernement bien silencieux !
- ✓ Rétablir l'ISF car ce sont 4 milliards d'euros par an : manque à gagner que le gouvernement a commencé à prélever sur les petits revenus.

Organisation de l'État

- Réduire le nombre des députés et des sénateurs.
- Revoir et abaisser le salaire des hauts fonctionnaires, des ministres, sénateurs, et des grands patrons.
- Reconnaissance du vote blanc et une partie plus importante de la proportionnelle.
- Reconnaissance et organisation de référendums d'initiative citoyenne.

Écologie

- L'écotaxe ne doit pas être payée essentiellement par les Français, les contribuables, mais aussi par toutes les grandes entreprises qui polluent plus que nous.

Et puis il y aurait d'autres sujets à traiter.

Mme [Prénom NOM]

Lundi 14 janvier 2019

Commune de LAGORD 17140

11. Dactylographié (agrafé), 25 lignes, 343 mots (homme)

[Prénom NOM]

Adresse, Téléphones, Adresse mail]

[mention manuscrite] arrivée le [tampon dateur] 16 JANV 2019

DOLÉANCES ENQUÊTE NATIONALE

- Réévaluation des retraites et indexation sur inflation pour retraités < 1500,00 € p/personne, < 3000,00 € /couple, rattrapage sur les 3 dernières années (soit 6 %).
- Revenir aux 90 km/h sur certains axes, déterminés par gendarmerie et police qui connaissent le mieux le terrain et les routes accidentogènes, validé par préfecture, géré par les départements.
- Demande d'explication du gouvernement sur utilité de la vignette pollution pour les véhicules (vignette 1 et 2 voitures les moins polluantes, filtre à particules, etc.) et interdiction de toutes voitures diesel dans PARIS dès 2024, alors que les véhicules vignette 3, 4 ou 5 continueront de rouler. INCOHÉRENCE TOTALE.
- Le bio et l'environnement : dire la vérité aux Français sur le lobby BIO en France, organisé par les BOBOS PARISIENS et la grande distribution (meilleures marges sur les produits pour les GMS, marge moyenne 20 % sur le bio, marge moyenne 6 % sur le traditionnel, produits vendus plus cher que les produits traditionnels, 70 % des légumes BIO commercialisés en

France sont issus de la filière BIO italienne, avec un coût environnemental supérieur (transport).

- Le lobbys des VEGANS organisé par les BOBOS PARISIENS, les peuples ont toujours été depuis la création de l'humanité des pêcheurs, des chasseurs ; prendre la décision de faire des journées vegan dans les cantines scolaires ; à quand les menus musulmans pendant le ramadan dans nos écoles ?
- On n'entend plus parler du 5^{ème} élément de la sécurité sociale sur la dépendance et allongement de la durée de la vie, cotisations à prévoir sur les investissements des entreprises, sur les dépenses d'énergies fossiles, avec une cotisation supplémentaire +++ pour les entreprises de + de 500 salariés et grands groupes internationaux exploitant en France, avec diminution si augmentation de la participation des salariés aux fruits de l'entreprise, avec mise en place d'un compteur individuel pour chaque salarié tout au long de sa vie professionnelle, quelle que soit l'entreprise (comme le CPF).
- À votre disposition si vous ouvrez le grand débat, je suis partant pour faire partie d'un groupe de travail.

[P. NOM]

12. Manuscrit, 25 lignes, 280 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse]

Le CAHIER de DOLÉANCES, c'est quoi ?

Un ensemble d'écrits rédigés entre autres en 1788-1789 par ceux qui savaient écrire (nobles, clergé, artisans, gros laboureurs) pour demander un changement de l'Ancien Régime (la monarchie).

Pour quoi faire ? Préparer les États-généraux (réunions d'assemblées).

Résultats : reflets des demandes de la société ; ils serviront à changer les institutions (condamnation du roi, la République avec constitution, suppression des privilèges. NB : les événements révolutionnaires y ont contribué.

Mes DOLÉANCES

- Réformer les institutions et inscrire dans le cadre de la Constitution (V^e République) la composition des assemblées (Assemblée nationale et Sénat) : diminution, élections (mandats, proportionnelle, vote blanc) ; principe d'écologie durable ; respect de la laïcité.
- Conserver la loi de 1905 : séparation des Églises et de l'État.
- Réforme fiscale : réduire les taxes (TVA en particulier) ; taxer les GAFA.
- Respecter les territoires : maintien des départements ; fusion des petites communes ; maintien et renforcement des services publics dans la mesure du possible ; aides au secteur associatif, tissu du lien social.
- Politique salariale : parité hommes-femmes ; augmentation des bas salaires (fixer un minimum décent pour vivre, revalorisation des retraites, suppression de la CSG pour les retraites de moins de 2000 €).
- Emploi : aider les PME (baisser les charges, alléger les lourdeurs administratives).
- Construire une école républicaine et pragmatique (formation professionnelle des enseignants ; effectifs, pédagogie ; cours de citoyenneté, bourses, parcours SUP à conserver et à améliorer).

- Faire vivre l'écologie : respect de la Nature (suppression du glyphosate ; guerre aux pesticides, protection de l'eau, sauvegarde des espèces menacées).
- Enfin, la TOLÉRANCE : en société, sur la route, dans les loisirs (running, sports collectifs, chasse, etc.).

13. Manuscrit (3 feuilles A4 agrafées), 60 lignes, 374 mots (homme)

[Nota bene : la photocopie du verso de la première feuille est agrafée sur la page suivante]

M. [NOM Prénom] à M. le Maire

LAGORD

- Participation à l'élaboration du cahier de doléances à faire parvenir au gouvernement.
- Je ne crois pas en "ce débat" car pour débattre il faudrait que les citoyens aient des pouvoirs et là, nous n'en avons pas.
- Imposer | les entreprises françaises délocalisées : en France
| les Français à l'étranger : en France
- Taxer les entreprises étrangères aux mêmes taux que les françaises.
- Rétablissement de l'ISF.
- Augmentation du SMIC de 15 %)
" salaires < 2000 € de 10 %) de suite
" " < 3000 € de 5 %)
- Contrats : 18h – 20h n'ont rien obtenu, et n'ont droit à rien.
- Échelle maxi de 1 à 10 pour les salaires (gouvernement, hauts fonctionnaires, et grands patrons des services publics).
- Train de vie des politiques (stop logement fonction, chauffeurs, etc.) (abolition des privilèges).
- Suppression du Sénat.
- Stop retraites dorées anciens présidents et H. fonctions.
- Rétablir les frontières au nord de la France, dans l'axe de la mer du Nord et non sur nos côtes (accord du Touquet par Sarkozy, 2002 ?) et démolition des murs construits.
- Privilégier l'agriculture bio et les circuits courts.
- Arrêter les diktats de l'UE sur les produits dangereux : à supprimer de suite (glyphosate, etc.).
- Élevages à taille raisonnable -> moins d'empreinte carbone.
- Usines marémotrices (+ de 3000 km de côtes en France).
- Éolien en mer.
- Moins de nucléaire.
- Etc. Pas de politique écologique par ce gouvernement (voitures électriques -> faux problème car il faut trop de nucléaire, donc problème pas résolu) et acheteurs bernés comme avec le diesel.
- Taxes habitation, all[ocations] familiales, etc. soumises à revenus. 20 % doivent ne pas y prétendre.

- Évasions fiscales : créer et se donner les moyens de lutter et récupérer les reliquats antérieurs (sinon saisie des avoirs en France de ces tricheurs ou expatriés).
- Violences policières : 1 réelle justice et non des enquêtes par la police elle-même.
- Enfin, et malgré des omissions :
 - proportionnelle aux élections,
 - référendum d'initiative citoyenne (dès par exemple X signatures, à déterminer le n[om]bre).

Ici déjà des milliards d'économie et 1 industrie qui pourrait relocaliser et embaucher.

M. [P. Nom]

14. Manuscrit, 15 lignes, 110 mots

Organisation de l'État

- Reconnaissance du vote blanc.
- Quorum à l'AN pour éviter les votes de nuit avec – de 1 % de présents.
- Casier judiciaire vierge pour l'ensemble des grands corps de l'État.

Dépenses publiques

- Suppression retraite à vie des présidents de la République.
- Grand ménage chez les hauts fonctionnaires.

Justice : séparation des pouvoirs.

Économie (hors sujet ?)

- CICE pour les PME et non aux multinationales.
- Baisse des dividendes aux actionnaires -> hausse du SMIC.

Environnement

- Taxer les avions et paquebots.
- Investir pour le long terme au lieu d'abîmer la planète et les populations autochtones : montagne d'or, huile de palme...

15. Manuscrit, 45 lignes, 416 mots

Bonjour, je souhaite :

- La même justice pour tous.
- La même égalité pour tous.
- Pour une justice libre sans lobby et sans pression hiérarchique.
 - Ex 1 : boxeur, 1 an de prison en semi-liberté, le flic ayant voulu tuer la jeune femme n'a rien eu. **C'est INJUSTE.**
 - Ex 2 : tous ces députés, sénateurs, ministres, maires, anciens présidents avec des problèmes de justice pour corruption, malversations, emplois fictifs, enrichissement personnel, qui ne sont **JAMAIS PUNIS !!!** Alors que le pauvre qui vole un steak se prend 2 mois fermes. **C'est injuste.**

- Vaccin à base d'aluminium : produits très allergisants pour le corps humain auxquels Macron en a augmenté très fortement la dose pour les nouveau-nés, ainsi une fois grands, ils auront des corps faibles et ça sera dur pour eux de résister aux maladies.

Ex : mon frère et moi, la loi pour les vaccins a changé au début d'année 1984. Toute ma famille et moi sommes nés avant 84 et nous ne sommes pas allergiques à quoi que ce soit. En revanche, mon frère né fin 1984, vacciné à l'aluminium, est allergique à plein de trucs.

ÉTONNANT.

- Environnement de la planète, je suis pour :
 - * un représentant de l'écologie dans chaque ministère,
 - * interdiction de tous les insecticides, pesticides, fongicides,
 - * une agriculture bio et diversifiée, non aux grands champs sans limite – VIVE la mixité des légumes et des fruits,
 - * replanter des haies pour héberger les oiseaux, créer de l'ombre pour les plantes, retenir l'eau dans le sol...
 - * un meilleur tri des déchets et du recyclage,
 - * créer une taxe pour les constructeurs quand leurs produits ne se recyclent pas,
 - * bref, créer des projets à long terme et non à court terme.
- Augmentation du SMIC.
- Une meilleure répartition du CICE, qu'il serve les travailleurs français [plutôt] que les actionnaires étrangers.
- Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité.
- Taxer les gros transporteurs aériens et maritimes (principe du pollueur-payeur).
- Taxer plus les grandes entreprises et moins les petites.
- Simplifier la gestion administrative des petites entreprises.
- Taxer plus les actionnaires.
- Réduire la part des actionnaires au profit des travailleurs.
- Une amélioration des conditions de travail.
- Une meilleure répartition de l'argent pour une meilleure **JUSTICE POUR TOUS**.
- Que le vote blanc soit reconnu et comptabilisé, et s'il est supérieur à 50 % au 1er tour, que l'on refasse des élections.

— JE SUIS POUR LE RIC.

[FIN]